



Union européenne



Région  
Nouvelle-  
Aquitaine

La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe  
agissent ensemble pour votre territoire

Financement dans le cadre de la réponse de l'Union  
à la pandémie de COVID-19

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

### ***Accord-cadre à bons de commande relatif aux campagnes de relance touristique sur les marchés européens en Nouvelle-Aquitaine 2022 - 2023***

Chaque candidat doit impérativement prendre connaissance de tous les éléments mentionnés  
au présent RC.

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :**

**Le 08/09/2022 à 12H00**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 : PRESENTATION DU COMITE REGIONAL DU TOURISME NOUVELLE-AQUITAINE (CRTNA) .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 : CONTEXTE ET PRESENTATION DES CAMPAGNES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 : OBJET DU PRESENT MARCHE .....</b>	<b>5</b>
4.1 Objet.....	5
4.2 Procédure .....	6
4.4 Durée du marché .....	6
4.5 Prix global du Marché.....	6
4.6 Modifications de l'accord cadre en cours d'exécution.....	6
4.7 Mise à disposition des documents de la consultation .....	6
4.8 Traitement de données à caractère personnel.....	7
<b>ARTICLE 5 : ORGANISATION DE LA PRESENTE CONSULTATION .....</b>	<b>8</b>
5.1 Délai de validité des offres .....	8
5.2 Questions des candidats durant la procédure de passation.....	8
5.3 Sous-traitance.....	8
1. Cas où la sous-traitance est présentée par le candidat au moment du dépôt de son offre : ...	9
2. Communication de renseignements inexacts.....	10
<b>ARTICLE 6 : GROUPEMENTS .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 7 : PRESENTATION ET MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES PAR VOIE DÉMATÉRIALISÉE .....</b>	<b>10</b>
7.1 Signature électronique des offres .....	11
7.2 Copie de sauvegarde .....	12
7.3 Signature .....	12
<b>ARTICLE 8 : DOCUMENTS À RETOURNER PAR LES CANDIDATS .....</b>	<b>13</b>
8.1 Pièces de la candidature .....	13
8.2 Pièces de l'offre .....	16
<b>ARTICLE 9 : PROCESSUS D'EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>16</b>
9.1 Analyse des candidatures .....	16
9.2 1 <sup>ère</sup> phase : Examen de la recevabilité des offres.....	17
1. Les offres irrégulières .....	17
2. Les offres anormalement basses.....	17
9.3 2 <sup>ème</sup> phase : analyse technique et financière de l'offre .....	18
9.4 Attribution de l'accord cadre .....	19
<b>ARTICLE 10 : ASSURANCES .....</b>	<b>19</b>

<b>ARTICLE 12 : LANGUE .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 15 : DECLARATION SANS SUITE .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 16 : PROCEDURE INFRUCTUEUSE .....</b>	<b>21</b>

## **ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

La présente consultation est passée par le Comité Régional du Tourisme Nouvelle-Aquitaine (CRTNA), association agissant en qualité de pouvoir adjudicateur au sens du code de la commande publique, dont les locaux du siège social se situent 4 Place Jean Jaurès CS 31759 33074 BORDEAUX CEDEX.

La personne responsable du présent marché est Madame Christelle CHASSAGNE, présidente du CRTNA.

## **ARTICLE 2 : PRESENTATION DU COMITE REGIONAL DU TOURISME NOUVELLE-AQUITAINE (CRTNA)**

Le CRT Nouvelle-Aquitaine est une association au service de la promotion et du développement touristique régional dont le siège social est situé à Bordeaux, est déployé sur trois sites : Bordeaux, Limoges et Poitiers. Le CRT Nouvelle-Aquitaine est composé de 3 instances qui sont :

- L'Assemblée Générale composée de 313 membres répartis en 5 collèges a pour mission, de statuer sur toutes les questions relatives au fonctionnement du CRT Nouvelle-Aquitaine, dont notamment l'approbation des comptes, le résultat, l'approbation des orientations générales et du budget prévisionnel ;
- Le Conseil d'administration composé de 56 membres répartis en 5 collèges ayant notamment pour mission la détermination et le suivi des orientations stratégiques, veiller à la bonne exécution du programme d'actions et de ses modalités de financement, voter le budget soumis à l'AG, arrêter les comptes ;
- Le Bureau composé de 10 membres a pour mission d'assurer la préparation et la mise en œuvre des décisions prises par le CA ;

Les missions du CRT Nouvelle-Aquitaine se décomposent en 3 grandes thématiques à savoir :

- La promotion afin de conquérir les marchés internationaux et le marché français, de générer des flux entre destinations et séduire les Néo-Aquitains, renforcer les arrivées des touristes internationaux en fidélisant des marchés matures et en prospectant des marchés ayant un potentiel de développement ;
- L'observation et l'ingénierie en vue de la production d'études quantitatives et qualitatives pour les partenaires, de la publication de données conjoncturelles ainsi que l'élaboration de l'ingénierie et l'accompagnement de projets ;
- La structuration et le développement de l'offre en développant des groupes de travail par filières, le label Villes et villages fleuris, la coordination des Systèmes d'informations touristiques (LEI, SirtAqui et Apidae) ainsi que Terra Aventura.

Ces 3 grandes thématiques sont mises en œuvre à travers différentes missions qui sont :

- La réalisation des actions de promotion touristique de la région en France et à l'étranger ;
- La coordination, en collaboration avec les acteurs institutionnels du territoire, des actions de promotion sur les marchés étrangers ;
- La participation, à la demande de la Région, à l'élaboration du schéma régional de développement touristique et des loisirs ;
- Le développement d'expertises et de prestations de conseil sur les filières et destinations ;
- L'observation économique du tourisme régional.

Pour se faire le CRT Nouvelle-Aquitaine dispose de plusieurs outils à savoir :

- Un site média grand public ;
- Un site web dédié aux professionnels ;
- Les réseaux sociaux ;
- La photothèque ;
- Les dossiers de presse et revues de presse ;
- Des études.

Le CRT Nouvelle-Aquitaine dispose également de :

- D'une équipe de 45 salariés, dont des experts filières, marchés contenus, communication et digital.
- De ressources financières comprenant une subvention de la part du Conseil Régional, des recettes partenariales sur les actions réalisées ainsi que les cotisations versées par les membres.

### **ARTICLE 3 : CONTEXTE ET PRESENTATION DES CAMPAGNES**

Depuis deux ans, les mesures déployées pour enrayer l'épidémie de COVID-19 ont porté un coup d'arrêt brutal à la circulation des voyageurs du monde entier, avec des conséquences lourdes pour le secteur du tourisme. En Nouvelle-Aquitaine, depuis 2020, avec la crise sanitaire, une baisse de 26% de la fréquentation a été constatée sur l'ensemble de la région, avec la chute significative des clientèles étrangères (- 50%). La baisse des recettes touristiques pour la seule région Nouvelle-Aquitaine est estimée à 5,1 milliards d'euros (sources : Atout France et CRT NA).

Pour répondre à cette crise, différentes actions de promotion, indépendantes du plan d'action habituel du CRT et visant une relance durable de l'économie touristique sont prévues. Ces actions devront être innovantes et faire preuve d'une grande pertinence, développer la visibilité de l'ensemble de la région sur les marchés nationaux et européens. Ces actions devront s'appuyer sur les nouvelles tendances de consommation des clientèles (notamment celles "post Covid" de recherche de sens, d'espace, de valeurs) et sur la volonté régionale de s'afficher comme une destination durable par excellence. La réussite de ces actions repose sur la capacité à être au bénéfice de l'ensemble du territoire et de ses acteurs.

### **ARTICLE 4 : OBJET DU PRESENT MARCHÉ**

#### **4.1 Objet**

La présente consultation a pour objet de :

- Proposer et mettre en place des campagnes de communication TV et digitales pour toucher les marchés nord européens (par ordre d'importance, Allemagne, Pays-Bas, Belgique flamande), en valorisant le tourisme durable en Nouvelle-Aquitaine, au travers de contenus vidéos fournis par le CRT.

L'exécution et la coordination des prestations de service confiées devront se faire dans le périmètre prévu par le CRT Nouvelle-Aquitaine dans le respect des délais, du prix retenu et acté dans l'acte d'engagement (AE), depuis la conception pour la parfaite réalisation des prestations.

#### **4.2 Procédure**

Le présent accord-cadre mono-attributaire à bons de commande est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert dont les conditions sont mentionnées aux articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1 et R.2124- 2-1°, R.2161-1 à R.2161-5, R.2162-1, R.2162-2 al 2, R.2162-4 1°, R.2162-5, R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

**Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.**

#### **4.3 Lieu principal d'exécution des prestations**

Le titulaire exécute les prestations principalement dans ses locaux. Il fait connaître au CRT Nouvelle-Aquitaine les locaux d'exécution des prestations. Les réunions avec le CRT Nouvelle-Aquitaine pourront se dérouler dans ses locaux au 4 Place Jean Jaurès CS 31759 33074 BORDEAUX CEDEX ou au 30 cours Gay Lussac 87000 LIMOGES ou au 8 rue Riffault 86000 POITIERS, ou en visioconférence le cas échéant (pour des raisons sanitaires notamment).

#### **4.4 Durée du marché**

Le présent marché est conclu pour une durée de : 9 mois à compter de sa notification.

**À titre indicatif, la date prévisionnelle de signature du marché est fixée au 30/09/2022 pour s'achever au plus tard le 30/06/2023**

#### **4.5 Prix global du Marché**

- Actions de communication destinées à développer la visibilité de la région sur les marchés européens : **Pas de minimum et montant maximum de 600 000 €HT.**

#### **4.6 Modifications de l'accord cadre en cours d'exécution**

Le marché pourra être modifié dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

#### **4.7 Mise à disposition des documents de la consultation**

Les documents de la consultation sont disponibles sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse électronique suivante : <https://demat-ampa.fr>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner sa raison sociale, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles questions/réponses ou report de délais ainsi que des divers échanges avec le CRT Nouvelle-Aquitaine (tels que demande de complément, invitation aux négociations, résultats

de la consultation...).

En cas de changement d'adresse pendant la procédure de passation, la nouvelle adresse devra être communiquée dans les meilleurs délais au CRT Nouvelle-Aquitaine.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de tous les échanges et informations complémentaires diffusés par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de suppression ou de modification de ladite adresse électronique.

**C'est pour cette raison que les candidats doivent renseigner convenablement l'adresse mail de la personne en charge du dossier ainsi que d'autres adresses mails en cas d'absence de la personne responsable.**

Par ailleurs, le CRT Nouvelle-Aquitaine met en garde l'ensemble des candidats sur le fait que certains serveurs de messagerie présents dans les systèmes informatiques des candidats peuvent filtrer des envois venant du profil acheteur ou e-facteur.com. Les candidats doivent être vigilants sur ce point.

Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur l'adresse renseignée.

Par conséquent, les candidats sont invités à faire ajouter les adresses suivantes comme expéditeurs autorisés par leur service informatique : [nepasrepondre@demat-ampa.fr](mailto:nepasrepondre@demat-ampa.fr)

Par conséquent, chaque candidat doit régulièrement vérifier si des mails concernant la présente procédure de passation ne se trouvent pas dans les dispositifs « anti spam » et « firewall » de l'entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables ».

Il ne pourra en aucun cas être opposé au CRT Nouvelle-Aquitaine un défaut de prise de connaissance de la présente procédure.

De plus, si le CRT Nouvelle-Aquitaine communique des informations aux candidats sur la plateforme mais que les adresses mails indiquées sont erronées, il sera acté du retrait pur et simple du candidat à la présente procédure de passation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **4.8 Traitement de données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel en particulier la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le Règlement européen sur la protection des données ainsi que toute évolution législative ou réglementaire qui pourrait survenir pendant toute la durée du présent marché et qui serait applicable aux données à caractère personnel. Les parties s'engagent également à effectuer toutes les formalités qui apparaîtraient nécessaires auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi qu'à se conformer à toutes ses recommandations et à celles de l'Agence Nationale pour la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI).

Le titulaire du présent marché accepte et garantit qu'il traitera les données à caractère personnel pour le compte exclusif du CRT Nouvelle-Aquitaine et conformément aux instructions de ce dernier ; s'il est dans l'incapacité de s'y conformer pour quelque raison que ce soit, il informe dans les meilleurs délais le CRT Nouvelle-Aquitaine de son incapacité, auquel cas ce dernier a le droit de suspendre le transfert de données.

Le titulaire du présent marché s'oblige à mettre en place toutes les mesures adéquates pour préserver la sécurité des données personnelles et pour empêcher qu'elles soient déformées, endommagées,

perdues, altérées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Le titulaire du présent marché s'engage également à respecter les obligations légales qui lui incombent au titre de la législation française, communautaire et/ou au titre de toute convention internationale relative à la protection des données personnelles

Le titulaire du présent marché garantit au CRT Nouvelle-Aquitaine qu'aucun transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers à l'Union européenne n'interviendra.

## **ARTICLE 5 : ORGANISATION DE LA PRESENTE CONSULTATION**

### **5.1 Délai de validité des offres**

L'offre restera valable 90 jours à compter de la date limite de remise des offres, sans faculté de révocation, de modification ou de retrait par le candidat. Avant l'expiration du délai de validité, et si le CRT Nouvelle-Aquitaine le demande, le candidat indiquera s'il entend ou non maintenir son offre.

### **5.2 Questions des candidats durant la procédure de passation**

Conformément aux dispositions de l'article L2132-2 du code de la commande publique toutes les communications et échanges entre le CRT Nouvelle-Aquitaine et les candidats ceux feront exclusivement sur la plateforme électronique utilisé par le pouvoir adjudicateur à savoir <https://demat-ampa.fr>.

Par conséquent, pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, une demande écrite en utilisant le portail de dématérialisation des marchés au CRT Nouvelle-Aquitaine depuis l'espace consacré à la présente consultation à la rubrique « Questions » à l'adresse suivante: <https://demat-ampa.fr>

Chaque question posée fera l'objet d'une réponse qui sera envoyée à l'ensemble des candidats ayant téléchargé le DCE, sans préjudice du secret des affaires.

Le CRT Nouvelle-Aquitaine communiquera les réponses aux questions dans un délai maximal de 6 jours.

Les candidats ne pourront plus poser de questions après le **31/08/2022 à 12 h** (heure de Paris).

En cas de difficulté de téléchargement des pièces ou d'utilisation de la plateforme, les candidats sont invités à se rapprocher du support technique de la plateforme (manuel d'aide à l'utilisation, et support téléphonique accessibles depuis la plateforme). Par ailleurs, les candidats devront également envoyer un mail à la plateforme afin de pouvoir attester de leur problème et des propositions de résolutions faites par la plateforme.

Il ne pourra en aucun cas être opposé au CRT Nouvelle-Aquitaine, un quelconque problème de dysfonctionnement de la plateforme en l'absence d'attestation de l'envoi d'un mail au support technique de la plateforme.

### **5.3 Sous-traitance**

Comme en dispose l'article L2193-2 du code de la commande publique « *la sous-traitance est l'opération par laquelle un opérateur économique confie par un sous-traité, et sous sa responsabilité, à une autre personne appelée sous-traitant, l'exécution d'une partie des prestations du marché conclu avec l'acheteur. Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants.* »

Le CRT Nouvelle-Aquitaine habilite les candidats à présenter un sous-traitant afin de sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations objets du présent marché. Les candidats devront obligatoirement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement.

En revanche, il est précisé que la sous-traitance de la totalité du marché est interdite.



## **1. Cas où la sous-traitance est présentée par le candidat au moment du dépôt de son offre :**

Comme en dispose l'article R2193-1 du code de la commande publique, le candidat doit obligatoirement fournir au pouvoir adjudicateur les éléments suivants :

- ✓ La nature des prestations sous-traitées ;
- ✓ Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- ✓ Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant par le titulaire. A ce titre, il est indiqué que si la nature des prestations sous-traitées correspondent à un montant de 600 euros toutes taxes comprises le sous-traitant pourra être payé directement par le CRT Nouvelle-Aquitaine (voir en ce sens l'article R2193-10 du code de la commande publique) ;
- ✓ Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ;
- ✓ Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration sur l'honneur du sous-traitant attestant que le candidat n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives de la section 1 (exclusion de plein droit) du chapitre Ier du titre IV aux articles L2141-1 à 5 du code de la commande publique ;
- ✓ Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration sur l'honneur du sous-traitant attestant que le candidat n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives de la section 2° (exclusion à l'appréciation de l'acheteur) du chapitre Ier du titre IV aux articles L2141-7 à 11 du code de la commande publique qui sont au nombre de 4 à savoir :
  - 1<sup>er</sup> : « Les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur. » (Voir en ce sens l'article L2141-7 du code de la commande publique) ;
  - 2<sup>ème</sup> : « L'acheteur peut exclure de la procédure de passation d'un marché les personnes qui : 1° Soit ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ; 2° Soit par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens » (Voir en ce sens l'article L2141-8 du code de la commande publique) ;
  - 3<sup>ème</sup> : « L'acheteur peut exclure de la procédure de passation d'un marché les personnes à l'égard desquelles il dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence. » (Voir en ce sens l'article L2141-9 du code de la commande publique) ;
  - 4<sup>ème</sup> : « L'acheteur peut exclure de la procédure de passation du marché les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une telle situation toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché ». (Voir en ce sens l'article L2141-10 du code de la commande publique) ;

Si le CRT Nouvelle-Aquitaine émet un doute sur les renseignements fournis dans l'attestation sur

l'honneur relative aux exclusions prévues aux articles L2141-7 à 11 du code de la commande publique dans ce cas, il mettra à disposition du ou des candidats concernés le soin de présenter leurs observations dans un délai maximal de 2 jours et par tout moyen qu'il ont pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements précédemment énoncés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché n'est passusceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. (Voir en ce sens l'article L2141-11 du code de la commande publique).

Par ailleurs, il est précisé que ce délai maximal de 2 est caractérisé comme étant raisonnable dans la mesure où la demande formulée par le CRT Nouvelle-Aquitaine sera envoyé via la plateforme <https://demat-ampa.fr> par l'intermédiaire d'un courrier électronique et que le (s) candidat(s) invité(s) à présenter leurs observations devra(ont) obligatoirement répondre via la plateforme électronique conformément aux exigences imposés par le code de la commande publique (Voir en ce sens l'article L2132-2 du code de la commande publique). Le courrier écrit du candidat déposé la plateforme électronique devra obligatoirement comporter la signature de la personne dûment habilitée à représenter la société.

A défaut de réponse de la part du candidat dans les délais impartis, le CRT Nouvelle-Aquitaine exclura automatiquement la candidature dudit candidat. Cette absence de réponse dans les délais impartis ne pourra donner lieu à aucune régularisation. Par conséquent, l'offre du candidat sera éliminée.

## **2. Communication de renseignements inexacts**

Le candidat qui, sciemment, fournit des renseignements inexacts à l'appui de sa demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance encoure la résiliation du marché à ses frais et risques.

De même, toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'attributaire du marché.

## **ARTICLE 6 : GROUPEMENTS**

Les candidats peuvent se présenter de façon individuelle ou en groupement solidaire ou conjoint. Dans ce cas le formulaire **DC1** devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. Quel que soit la forme du groupement, le mandataire sera solidaire. Les candidatures et les offres devront être soit cosignées par l'ensemble des entreprises groupées en l'absence d'habilitation du mandataire, soit signées par le mandataire seul, dès lors qu'il est habilité par les autres membres du groupement et qu'il justifie d'une telle habilitation.

Les candidats peuvent présenter plusieurs candidatures agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membres de plusieurs groupements. Dans ce cas, ils ne peuvent pas être mandataires de plusieurs groupements.

En cas de groupement, conformément à l'article R2142-22 du Code de la commande publique, le groupement attributaire pourra être contraint de se constituer sous la forme d'un groupement solidaire, si cette mesure est nécessaire à la bonne exécution et à la sécurisation du marché.

## **ARTICLE 7 : PRESENTATION ET MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES PAR VOIE DÉMATÉRIALISÉE**

Le procédé de transmission utilisé pour l'envoi des candidatures et des offres se fera **uniquement et exclusivement** par voie dématérialisée à l'adresse suivante : : <https://demat-ampa.fr>

Conformément aux articles L2132-2 et R2132-3 et 7 du Code de la commande publique, les offres doivent être adressées par voie électronique (dématérialisation) dans les conditions prévues par l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de marchés publics et

par l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique et abrogeant l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

**La transmission des candidatures et des offres par messagerie électronique est interdite et entraînera l'élimination pure et simple de l'offre du candidat.**

**NOTA :** Il est demandé aux candidats de fournir les documents au format Excel sous le même format (ou tableur équivalent) modifiable, et les documents aux formats Word et Pdf doivent être exploitables pour la recherche plein texte, en version non protégée et non verrouillée.

**Tout pli comportant les offres qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt, mentionnées sur la page de garde du présent règlement de la consultation, sera considéré comme remis hors délais. Il ne sera pas ouvert et l'offre sera éliminée.**

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les candidats sont invités à ne pas attendre le dernier moment pour remettre leur offre.

Le CRT Nouvelle-Aquitaine impose la transmission des fichiers aux formats électroniques suivants : .doc, .docx, .xls, .xlsm, .pdf. Il se réserve par ailleurs la possibilité de rejeter l'offre si il était dans l'impossibilité de lire les documents reçus dans des formats différents.

### **7.1 Signature électronique des offres**

Le CRT Nouvelle-Aquitaine ne demande pas aux candidats de signer leur offre au moment du dépôt de leur offre. Seul le candidat retenu sera tenu de signer l'ensemble des pièces contractuelles par le biais d'une signature électronique.

A titre indicatif le délai d'obtention d'une signature électronique peut varier, pouvant aller de 15 jours à un mois (ce délai n'est en aucun cas confirmé par le CRT Nouvelle-Aquitaine, il ne s'agit que d'une estimation).

Par conséquent, le CRT Nouvelle-Aquitaine recommande à l'ensemble des candidats de se rapprocher des entreprises accordant ce type de signature afin de connaître avec plus de précision le délai qu'une telle obtention doit être à prévoir en fonction de la taille et l'organisation interne des entreprises des candidats.

A ce titre, l'opérateur économique peut utiliser, jusqu'à son expiration, un certificat RGS\*\* (niveau minimum) ou RGS\*\*\* lesquels sont acceptés sur le profil acheteur. Ces certificats doivent appartenir soit:

- A la liste tenue à jour par la DGME consultable ici : (recommandé) <https://www.lsti-certification.fr/fr/>
- A la liste européenne tenue à jour par la commission européenne consultable ici : [https://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf](https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf)

Les formats de signature acceptés sont XADES, CADES, PADES.

La liste des prestataires de services de confiance qualifiés figure sur le site de LSTI : <https://www.lsti-certification.fr/fr/>

En cas de groupement d'entreprise il en revient au mandataire qui, bénéficiant des habilitations nécessaires, de signer l'ensemble des pièces contractuelles si leur offre est retenue. A ce titre, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement. Les cotraitants signent l'habilitation du mandataire. Dans le cas où le mandataire n'est pas habilité, chaque membre du groupement signe l'offre.

Si le candidat retenu ayant proposé une sous-traitance ayant été acceptée et agréée par le CRT Nouvelle-Aquitaine, le sous-traitant devra également disposer d'une signature électronique afin de signer la déclaration de sous-traitance (DC4).

Le signataire est invité à utiliser l'outil de signature proposé par la plateforme de dématérialisation. Si toutefois il utilise un autre outil, il joint aux documents signés l'indication de l'outil utilisé et un lien

vers le portail ou l'outil de vérification de la signature (attention l'outil de signature ne remplace pas le certificat de signature). L'accès à cet outil doit être gratuit.

## **7.2 Copie de sauvegarde**

Les candidats **peuvent** également transmettre par voie postale, **dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support numérique (clé USB)**, qui doit comprendre les mêmes fichiers ou informations. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention :

Comité Régional du Tourisme Nouvelle Aquitaine,  
4 Place Jean Jaurès CS 31759  
33074 BORDEAUX CEDEX  
A l'attention de Madame Aurélie LOUBES

Appel d'offres européen  
Campagnes de relance touristique en Nouvelle-  
Aquitaine 2022 – 2023

**« Copie de sauvegarde d'une offre électronique ».**

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Les candidats sont informés que lorsque la copie de sauvegarde n'a pas été ouverte, elle est détruite par le CRT Nouvelle-Aquitaine.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les plis et les copies de sauvegarde non parvenus à la date et heure limites de réception ne seront pas pris en compte. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par le CRT Nouvelle-Aquitaine.

## **7.3 Signature**

Pour tout document pour lequel une signature est exigée, cette dernière doit être originale (non scannée).

Elle doit émaner d'une personne habilitée à engager la société, à savoir soit :

- ✓ Le représentant légal de l'entreprise. A ce titre, le candidat devra obligatoirement fournir l'extrait de Kbis de l'entreprise daté de moins de trois mois au moment du dépôt de son offre par voie électronique.
- ✓ Toute personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant de la société. A ce titre, le candidat devra obligatoirement fournir le justificatif attestant d'une telle délégation.

En cas de groupement d'entreprise, si les cotraitants ont habilité le mandataire à les engager contractuellement dans la lettre de candidature ou équivalent, seul le mandataire signe les documents dont le présent règlement de consultation impose la signature. Si les cotraitants n'ont pas habilité le mandataire à les engager contractuellement, chaque membre du groupement doit cosigner les documents dont le présent RC impose la signature.

## **ARTICLE 8 : DOCUMENTS À RETOURNER PAR LES CANDIDATS**

**Le dossier de candidature et l'offre des candidats devront impérativement être établies en langue française.**

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, il est accepté que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le Règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du même code.

Ce document est téléchargeable sur le site officiel de la Commission européenne à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espd/request/ca/procedure>

Il est indiqué à l'ensemble des candidats que les pièces relatives à l'offre et à la candidature de chaque candidat doivent être envoyées **au même moment** et avant l'échéance de la date de remise des plis.

### **8.1 Pièces de la candidature**

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- ✓ **A)** En cas de groupement, le formulaire DC1" *lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants* " ou document équivalent renseigné,
  - *Si le candidat ou un membre du groupement est en redressement judiciaire, il joint à ce formulaire, une copie du ou des jugements prononcés.*
- ✓ **B)** Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à 5 du code de la commande publique prévoyant l'exclusion de plein droit d'un candidat.
- ✓ **C)** Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-7 à 11 du code de la commande publique qui sont au nombre de quatre à savoir :
  - *1<sup>er</sup> : « au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur. » (Voir en ce sens l'article L2141-7 du code de la commande publique) ;*
  - *2<sup>ème</sup> : « L'acheteur peut exclure de la procédure de passation d'un marché les personnesqui :*
    - *1° Soit ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;*

- 2° Soit par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens». (Voir en ce sens l'article L2141-8 du code de la commande publique) ;
- 3<sup>ème</sup> : « L'acheteur peut exclure de la procédure de passation d'un marché les personnes à l'égard desquelles il dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence. ». (Voir en ce sens l'article L2141-9 du code de la commande publique) ;
- 4<sup>ème</sup> : « L'acheteur peut exclure de la procédure de passation du marché les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une telle situation toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché. » (Voir en ce sens l'article L2141-10 du code de la commande publique) ;

Si le CRT Nouvelle-Aquitaine émet un doute sur les renseignements fournis dans l'attestation sur l'honneur relative aux exclusions prévues aux articles L2141-7 à 11 du code de la commande publique dans ce cas, le CRT Nouvelle-Aquitaine mettra à disposition du candidat le soin de présenter leurs observations dans un délai maximal de 2 jours à compter de la réception du courrier du CRT par accusé de réception. Leurs observations devront être apportées et par tout moyen afin de démontrer qu'ils ont pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements précédemment énoncés.

Par ailleurs, il est précisé que ce délai maximal de 2 jours est caractérisé comme étant raisonnable dans la mesure où la demande formulée par le CRT Nouvelle-Aquitaine sera envoyé via la plateforme <https://demat-ampa.fr> par l'intermédiaire d'un courrier électronique et que le candidat invité à présenter ses observations devra obligatoirement répondre via la plateforme électronique conformément aux exigences imposés par le code de la commande publique (Voir en ce sens l'article L2132-2 du code de la commande publique).

Le courrier écrit du candidat déposé sur la plateforme électronique devra obligatoirement comporter la signature de la personne dûment habilitée à représenter la société.

A défaut de réponse de la part du candidat dans les délais impartis, le CRT Nouvelle-Aquitaine exclura automatiquement la candidature dudit candidat. Cette absence de réponse dans les délais impartis ne pourra donner lieu à aucune régularisation. Par conséquent, l'offre du candidat sera éliminée.

- ✓ **D)** Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou KBIS) daté de moins de trois mois ou d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant de la société.
- ✓ **E)** Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- ✓ Lorsque les opérateurs économiques ont besoin d'une autorisation spécifique ou doivent être membres d'une organisation spécifique pour pouvoir fournir, dans leur pays d'origine, le service concerné, l'acheteur peut leur demander de prouver qu'ils possèdent cette autorisation ou qu'ils appartiennent à cette organisation. »
- ✓ Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et la part affectée à des prestations de même nature réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ou équivalent ou le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public. Le formulaire DC2 ou document équivalent contenant les mêmes renseignements pourra être utilisé par les candidats pour indiquer ces informations ;
- ✓ Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels en cours de validité.

Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles de l'entreprise :

- ✓ Présentation des compétences justifiant de la capacité : organisation de l'entreprise, CV détaillé
- ✓ Les références appropriées permettant d'apprécier la capacité sur les 5 dernières années avec les mentions suivantes :
  - Identification du maître d'ouvrage ;  
Objet du marché  
date, durée, montant du marché  
attestation de réalisation et personnes contact pour tout contrôle de référence que s'autorise le CRT-NA
- ✓ Une description indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature et a minima :
  - Les certificats de qualifications professionnelles (la preuve de la capacité peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence du candidat à réaliser les prestations pour lesquelles il se porte Candidat) ;
  - Les certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité (facultatif) et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques (CRT Nouvelle-Aquitaine accepte toutefois d'autres preuves ou mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les Candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés).

**En cas de constitution en groupement, les renseignements concernant la situation juridique, économique, financière, technique et professionnelle doivent être apportés par chaque membre d'un groupement.**

Par ailleurs, si le CRT constate au moment de l'analyse des candidatures que les pièces attendues n'ont pas été communiquées ou sont incomplètes, il demande à l'ensemble des candidats étant dans ce cas de figure de compléter leur dossier de candidature dans un délai de 3 jours.

Cette demande de complément de candidature formulée par le CRT Nouvelle-Aquitaine sera adressée via la plateforme : <https://demat-ampa.fr> . Les candidats invités à présenter leurs observations devront obligatoirement répondre via la plateforme électronique conformément aux exigences imposées par le code de la commande publique (Voir en ce sens l'article L2132-2 du code de la commande publique).

Le courrier écrit du candidat devra également être déposé sur la plateforme électronique et devra obligatoirement comporter la signature de la personne dûment habilitée à représenter la société.



A défaut de réponse de la part du candidat dans les délais impartis, le CRT Nouvelle-Aquitaine exclura automatiquement la candidature dudit candidat. Cette absence de réponse dans les délais impartis ne pourra donner lieu à aucune régularisation. Par conséquent, l'offre du candidat sera éliminée.

## **8.2 Pièces de l'offre**

L'offre des candidats devra impérativement être établie en langue française.

1. L'Acte d'engagement dûment complété. Seul le candidat retenu devra le dater et le signer par la personne dûment habilitée ;
2. Le BPU (bordereau de prix unitaires) : détail des prix unitaires de chaque prestations et forfait listés au sein du CCTP et le DQE. Le DQE n'est pas un document contractuel, il est utilisé pour l'analyse des offres sur le critère prix
3. Une recommandation stratégique du ou des axes de communication envisagés, les mises en situation média des pistes créatives selon le plan médias envisagé
4. Une note méthodologique qui détaillera les propositions d'organisation du candidat pour mener à bien l'accord cadre. Ce document fera également ressortir l'ensemble des moyens mis en œuvre (humains et matériels), en particulier la composition, CV à l'appui, de l'équipe proposée/personne dédiée pour la réalisation du marché ;
5. Un planning organisationnel et prévisionnel présentant les différentes phases des missions pour atteindre les objectifs;
6. Un RIB ;
7. Une copie de sauvegarde électronique, le cas échéant.

Les pièces de l'offre devront impérativement être rédigées en français.

A défaut de production de l'un des documents visés ci-dessus l'offre du candidat sera éliminée.

## **ARTICLE 9 : PROCESSUS D'EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Toute offre ou candidature reçue hors délai est éliminée. Ce retard ne peut en aucun cas être régularisé.

### **9.1 Analyse des candidatures**

Seuls seront retenus les dossiers comportant la totalité des documents et renseignements demandés.

Par ailleurs, conformément aux articles R2144-1 à 7 du code de la commande publique si le CRT Nouvelle-Aquitaine constate au moment de l'analyse des candidatures que les pièces attendues n'ont pas été communiquées ou sont incomplètes, il demande à l'ensemble des candidats étant dans ce cas de figure de compléter leur dossier de candidature dans un délai de 2 jours.

Cette demande de complément de candidature formulée par le CRT Nouvelle-Aquitaine sera envoyé via la plateforme <https://demat-ampa.fr> par l'intermédiaire d'un courrier électronique et que les candidats invités à présenter leurs observations devront obligatoirement répondre via la plateforme électronique conformément aux exigences imposées par le code de la commande publique (Voir en ce sens l'article L2132-2 du code de la commande publique).

Le courrier écrit du candidat devra également être déposé sur la plateforme électronique et devra obligatoirement comporter la signature de la personne dûment habilitée à représenter la société.

Si le candidat n'a pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandées dans les délais impartis, sa candidature sera éliminée.

**Les critères d'analyse et de sélection des candidatures sont les suivants : la régularité**



**administrative associée aux capacités techniques, professionnelles et financières des candidats.**

## **9.2 1<sup>ère</sup> phase : Examen de la recevabilité des offres**

Les offres irrégulières, inacceptables et inappropriées au sens des articles L2152-1 à 4 et R2152-1 du Code de la commande publique seront éliminées.

### **1. Les offres irrégulières**

Conformément à l'article L2152-2 du code de la commande publique « *Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.* »

Toutefois, conformément à l'article R2152-2 du code de la commande publique, le CRT Nouvelle-Aquitaine « *peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.*

*La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles ».*

Si une ou plusieurs offres présentées semble(nt) irrégulière (s) au CRT Nouvelle-Aquitaine, il mettra à disposition du ou des candidats concernés le soin de présenter leurs précisions et justifications de leur offre dans un délai maximal de ... jours.

Par ailleurs, il est précisé que cette demande de précision d'offre irrégulière sera formulée par le CRT Nouvelle-Aquitaine sur la plateforme par l'intermédiaire d'un courrier électronique et que le candidat invité à présenter ses observations devra obligatoirement répondre via la plateforme électronique conformément aux exigences imposées par le code de la commande publique (Voire en ce sens l'article L2132-2 du code de la commande publique).

La réponse écrite du candidat déposée sur la plateforme électronique devra obligatoirement comporter la signature de la personne dûment habilitée à savoir soit :

- ✓ Le représentant légal de l'entreprise. A ce titre, le candidat devra obligatoirement fournir l'extrait de Kbis de l'entreprise daté de moins de trois mois au moment du dépôt de son offre par voie électronique ;
- ✓ Toute personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant de la société. A ce titre, le candidat devra obligatoirement fournir le justificatif attestant d'une telle délégation.

A défaut de réponse de la part du candidat dans les délais impartis, le CRT Nouvelle-Aquitaine exclura automatiquement la candidature dudit candidat. Cette absence de réponse dans les délais impartis ne pourra donner lieu à aucune régularisation. Par conséquent, l'offre du candidat sera éliminée.

Par ailleurs, si après avoir reçu les justificatifs demandés, le CRT Nouvelle-Aquitaine constate que les éléments indiqués ne permettent pas de régulariser l'offre ou les offres ou qu'une telle régularisation en modifiera les caractéristiques substantielles dans ce cas il sera procédé au rejet de la ou des offres.

### **2. Les offres anormalement basses**

Comme en dispose l'article L2152-5 du code de la commande publique « *Une offre anormalement basse est une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché.* » (Voir en ce sens l'article L2152-5 du code de la commande publique).

Si une ou plusieurs offres présentées semble(nt) anormalement basse (s) au CRT Nouvelle-Aquitaine, il mettra à disposition du ou des candidats concernés le soin de présenter leurs précisions et justifications

sur le montant de leur offre dans un délai maximal de 2 jours.

Par ailleurs, il est précisé que cette demande de précision d'offre anormalement basse sera formulée par le CRT Nouvelle-Aquitaine sur la plateforme <https://demat-ampa.fr> et que le candidat invité à présenter ses observations devra obligatoirement répondre via la plateforme électronique conformément aux exigences imposées par le code de la commande publique (Voir en ce sens l'article L2132-2 du code de la commande publique).

La réponse écrite du candidat déposé sur la plateforme électronique devra obligatoirement comporter la signature de la personne dûment habilitée à savoir soit :

- ✓ Le représentant légal de l'entreprise. A ce titre, le candidat devra obligatoirement fournir l'extrait de Kbis de l'entreprise daté de moins de trois mois au moment du dépôt de son offre par voie électronique ;
- ✓ Toute personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant de la société. A ce titre, le candidat devra obligatoirement fournir le justificatif attestant d'une telle délégation.

A défaut de réponse de la part du candidat dans les délais impartis, le CRT Nouvelle-Aquitaine exclura automatiquement la candidature dudit candidat. Cette absence de réponse dans les délais impartis ne pourra donner lieu à aucune régularisation. Par conséquent, l'offre du candidat sera éliminée.

Par ailleurs, si après avoir reçu les justificatifs demandés, le CRT Nouvelle-Aquitaine constate :

- Que les éléments fournis par le soumissionnaire ne justifient pas de manière satisfaisante le bas niveau du prix ou des coûts proposés ;
- Qu'il est établi que l'offre est anormalement basse parce qu'elle contrevient en matière de droit de l'environnement, de droit social et de droit du travail aux obligations imposées par le droit français, y compris la ou les conventions collectives applicables, par le droit de l'Union européenne ou par les stipulations des accords ou traités internationaux mentionnées dans un avis qui figure en annexe du présent code.

Dans ce cas, le CRT Nouvelle-Aquitaine rejettera le ou les offres.

### **9.3 2<sup>ème</sup> phase : analyse technique et financière de l'offre**

Les offres seront analysées, après examen de leur recevabilité sur la base des documents demandés à l'appui du dossier d'offre, au regard des critères d'attribution précisés ci-dessous.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2152-7 à 8 et R2152-6 à 7 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Le CRT Nouvelle-Aquitaine choisit l'offre économiquement la plus avantageuse au terme d'un classement opéré par appréciation des critères pondérés suivants :

## Critères de jugement pondérés:

CRITERE TECHNIQUE	35 points
CRITERE PRIX	20 points
CRITERE QUALITE	20 Points
CRITERE DURABLE ET RESPONSABLE	15 Points
CRITERE DELAIS D'EXECUTION	10 Points

### ➤ Détail de chaque critère :

#### **1. Le critère technique**

Les références sur l'utilisation des outils techniques utilisés et la méthodologie de travail, la créativité. La précision des notes techniques et la conformité des réponses au CCPT. Pertinence, cohérence de la déclinaison opérationnelle.

#### **2. Le critère prix**

Précision du découpage budgétaire et prix unitaire.

#### **3. Le critère qualité**

L'expérience des intervenants spécifiquement désignés et dédiés à l'exécution des différentes missions. Faisabilité de la déclinaison opérationnelle,.

#### **4. Le critère durable et responsable**

La prise en compte des enjeux du développement durable et responsable.

#### **5. Le critère délais d'exécution**

Sur la base du calendrier prévisionnel de l'exécution des prestations.

### **9.4 Attribution de l'accord cadre**

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord cadre produira dans les conditions définies dans l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics 29 mars 2016 et dans les **10 jours** à compter de la demande du pouvoir adjudicateur, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et il est éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires, avant que le marché ne lui soit attribué.

Le CRT Nouvelle-Aquitaine recommande aux candidats de mettre en œuvre au plus tôt les démarches nécessaires à l'obtention des certificats décrits ci-dessus auprès des administrations fiscales et sociales, sans attendre la décision d'attribution du présent marché public.

Le marché ne sera pas attribué avant l'expiration du délai de standstill courant à compter de la notification des courriers de rejet aux candidats non retenus.

### **ARTICLE 10 : ASSURANCES**

L'attributaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du CRT Nouvelle-Aquitaine et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

L'attributaire doit justifier, au moment de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Bordeaux,  
9 Rue Tastet  
CS 21490  
33063 BORDEAUX  
Tél : +33 556993800  
Télécopie : +33 556243903  
Courriel : [greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)  
Adresse internet (U.R.L) : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif de Bordeaux  
9 Rue Tastet  
CS 21490  
33063 BORDEAUX

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

CCIRA de Bordeaux 103b rue Belleville BP 95233063 BORDEAUX  
Tél : +33 556692718  
Courriel : [na.polec@direccte.gouv.fr](mailto:na.polec@direccte.gouv.fr)

## **ARTICLE 12 : LANGUE**

L'ensemble des documents composant le marché est rédigé en langue française.

## **ARTICLE 15 : DECLARATION SANS SUITE**

À tout moment, et jusqu'à la notification de l'accord cadre, la procédure peut être déclarée sans suite par le CRT Nouvelle-Aquitaine conformément à l'article R2185-1 à 2 du code de la commande publique.

Les candidats en seront informés et ne pourront prétendre à aucune indemnité.

## **ARTICLE 16 : PROCEDURE INFRUCTUEUSE**

La procédure pourra être déclarée infructueuse s'il n'a été déposé que des offres nonconformes au sens des articles L2152-1 à 4 du code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur pourra alors décider de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence dans les conditions expressément prévues par le code de la commande publique.